

Brochure n° 3100

Convention collective nationale

IDCC : 43. – **ENTREPRISES DE COMMISSION, DE COURTAGE  
ET DE COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE  
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION DE FRANCE MÉTROPOLITAINE  
(CCNIE)**

AVENANT DU 13 DÉCEMBRE 2016  
À L'ACCORD DU 19 JANVIER 2004 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1750393M

IDCC : 43

Entre

FICIME

FFSCM

UFCC

SNCI

OSCI

D'une part, et

FNECS CFE-CGC

CSFV CFTC

FS CFDT

FEC FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires se sont réunies afin d'examiner les résultats du régime de prévoyance conventionnel. Compte tenu des bons résultats du régime, elles ont convenu d'améliorer les garanties du régime de prévoyance. Le présent avenant met par ailleurs en place un nouveau taux de cotisations.

L'accord collectif du 19 janvier 2004 est révisé comme suit :

## Article 1<sup>er</sup>

### *Modification des garanties décès*

#### Capital décès

L'article 2.3.4 « Montant du capital » est désormais rédigé comme suit :

##### « 2.3.4. Montant du capital

###### 2.3.4.1. Personnel non cadre

Quelle que soit la cause du décès :

- célibataire, veuf ou divorcé sans enfant à charge : 94 % du salaire de référence ;
- marié sans enfant à charge : 125 % du salaire de référence ;
- majoration par enfant à charge : 31 % du salaire de référence.

###### 2.3.4.2. Personnel cadre

Quelle que soit la cause du décès :

- célibataire, veuf ou divorcé sans enfant à charge : 187 % du salaire de référence ;
- marié sans enfant à charge : 250 % du salaire de référence ;
- majoration par personne à charge : 62 % du salaire de référence.

En cas de décès suite à un accident, un capital supplémentaire égal au capital décès toutes causes est versé au(x) bénéficiaire(s) tel(s) que défini(s) à l'article 2.3.3. »

## Article 2

### *Modification du taux de cotisations*

L'article 5 « Cotisations » est modifié comme suit :

« Le taux global de cotisation est fixé à :

- personnel non cadre : 0,78 % de la tranche A et 0,78 % de la tranche B ;
- personnel cadre : 1,50 % de la tranche A et 1,50 % de la tranche B.

Il est réparti de la façon suivante :

#### *Personnel non cadre*

*(En pourcentage.)*

	COTISATION totale TA-TB	À LA CHARGE de l'employeur TA-TB	À LA CHARGE du salarié TA-TB
Décès	0,08	0,07	0,01
Rente éducation	0,07	0,06	0,01
Obsèques	0,02	0,02	0
Maintien de salaire au 31 <sup>e</sup> jour	0,07	0,07	0
Incapacité de travail en relais	0,33	0	0,33
Invalidité	0,21	0,20	0,01
Total	0,78	0,42	0,36

*Personnel cadre*

*(En pourcentage.)*

	COTISATION totale TA	À LA CHARGE de l'employeur TA	À LA CHARGE du salarié TA
Décès	0,49	0,49	0
Rente éducation	0,16	0,16	0
Rente de conjoint	0,11	0,11	0
Maintien de salaire au 31 <sup>e</sup> jour	0,10	0,10	0
Incapacité de travail en relais	0,30	0,30	0
Invalidité	0,34	0,34	0
Total	1,50	1,50	0

*(En pourcentage.)*

	COTISATION totale TB	À LA CHARGE de l'employeur TB	À LA CHARGE du salarié TB
Décès	0,42	0,32	0,10
Rente éducation	0,16	0,11	0,05
Rente de conjoint	0,11	0,08	0,03
Mensualisation au 31 <sup>e</sup> jour	0,10	0,10	0
Incapacité de travail en relais	0,34	0	0,34
Invalidité	0,37	0,22	0,15
Total	1,50	0,83	0,67

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, il sera appliqué un taux d'appel sur les cotisations indiquées ci-dessus. Les cotisations seront donc les suivantes :

Le taux d'appel global de cotisation est fixé à :

- personnel non cadre : 0,47 % de la tranche A et 0,47 % de la tranche B ;
- personnel cadre : 1,50 % de la tranche A et 0,60 % de la tranche B.

Il est réparti de la façon suivante :

*Personnel non cadre*

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	ENSEMBLE		PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
Décès	0,05	0,05	0,04	0,04	0,01	0,01
Rente éducation	0,04	0,04	0,04	0,04	–	–
Frais d'obsèques	0,01	0,01	0,01	0,01	–	–
Maintien de salaire	0,04	0,04	0,04	0,04	–	–
Incapacité	0,20	0,20	–	–	0,20	0,20
Invalidité	0,13	0,13	0,12	0,12	0,01	0,01

GARANTIE	ENSEMBLE		PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
Total général	0,47	0,47	0,25	0,25	0,22	0,22

*Personnel cadre*

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	ENSEMBLE		PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
Décès	0,49	0,17	0,49	0,13	–	0,04
Rente éducation	0,16	0,06	0,16	0,04	–	0,02
Rente de conjoint	0,11	0,04	0,11	0,03	–	0,01
Frais d'obsèques	–	–	–	–	–	–
Maintien de salaire	0,10	0,04	0,10	0,04	–	–
Incapacité	0,30	0,14	0,30	–	–	0,14
Invalidité	0,34	0,15	0,34	0,09	–	0,06
Total général	1,50	0,60	1,50	0,33	–	0,27

Ces taux sont établis sur la base de la législation et de la réglementation (notamment sociale et fiscale) en vigueur au moment de la date d'effet du présent avenant. Ils seront éventuellement revus en cas de changement de ces textes.

Par ailleurs, selon les résultats du régime de prévoyance, une éventuelle dégradation des comptes, les partenaires sociaux procéderont à une modification des taux, et à minima à une suppression du taux d'appel, permettant un retour à l'équilibre financier du régime.

### **Article 3**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les entreprises ne bénéficiant pas d'un contrat d'assurance auprès d'un des organismes assureurs gestionnaires, disposeront d'une période transitoire d'une année à compter de la date d'effet du présent avenant, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour se mettre en conformité avec l'intégralité des dispositions du présent avenant.

### **Article 4**

#### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Tout au long de son application, il sera suivi de manière paritaire à échéances régulières.

### **Article 5**

#### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires. Il sera, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)